***No : PFSDH-0073/2025***

**LE COMPTE À REBOURS A COMMENCÉ**

 **LE 7 FÉVRIER 2026 C’EST DANS 150 JOURS**

Le Parti Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens (PFSDH/FUSION) tire une fois de plus la sonnette d’alarme pour rappeler au peuple haïtien, au Conseil Présidentiel de Transition (CPT), au gouvernement, aux acteurs politiques et sociaux et à la communauté internationale le contenu sans équivoque des articles 12.1 et 13 de l’Accord du 3 avril 2024. Ces textes affirment que **le mandat du CPT prend fin le 7 février 2026. Il ne peut bénéficier de la prolongation de son mandat**. Tous les membres du CPT ont prêté le serment d’observer fidèlement ledit Accord. Sauf à se parjurer, on voit difficilement comment le CPT et le gouvernement peuvent prétendre à une prolongation de leur mandat.

Ils avaient pour mission trois priorités principales : le rétablissement de la Sécurité, les Réformes Constitutionnelles et Institutionnelles et l’organisation d’élections démocratiques, libres et crédibles. Si l’on devait avoir des élus à qui transmettre le pouvoir au début de l’année 2026, le premier tour des élections devrait avoir lieu dans le courant du mois de novembre 2025 soit dans huit (8) semaines. Les autorités répètent qu’avant cette date il est prévu d’organiser une consultation populaire pour valider la nouvelle constitution et que le scrutin pour ce faire ne peut être organisé sans le rétablissement d’un environnement sécuritaire dans le pays.

Tous les observateurs sérieux et avisés affirment sans crainte de se tromper qu’il n’y aura pas de référendum et il n’y aura pas non plus de bonnes élections dans les prochaines semaines. Ceux qui disent le contraire n’ont aucune crédibilité et prennent les enfants du Bon Dieu pour des idiots. Le projet de feuille de route élaboré par l’OEA en consultation avec les autorités haïtiennes, présente une hypothèse optimiste qui nous mène à la fin 2026. Pour la Sécurité, force est de constater que la Mission Multinationale d’Appui à la Sécurité arrive à la fin de son mandat le 2 octobre prochain sans avoir jamais pu mobiliser les effectifs projetés de 2500 agents. Si le projet de résolution soumis au Conseil de Sécurité des Nations Unies par les États-Unis d’Amérique conjointement avec le Panama est adopté, il faudra plusieurs mois pour que les 5500 membres de la Force de Suppression des Gangs (FSG) soient à pied d’œuvre et opérationnels avec matériels et équipements.

Le PFSDH/FUSION réitère l’appel déjà lancé depuis le mois de mai dernier et dit aux uns et aux autres qu’il serait irresponsable d’attendre le 6 février pour comprendre qu’il n’y aura pas d’élus à qui remettre le pouvoir le 7 février 2026 et ce en dépit des rumeurs d’organisation d’une élection présidentielle avec uniquement la participation des électeurs vivant dans les zones non contrôlées par les gangs.

Il est plus que temps d’engager les pourparlers en vue de construire un consensus politique suffisant, déterminant la meilleure formule de gouvernance pour remplacer ce CPT et son gouvernement qui ont manifestement échoué. Le moment de commencer des discussions sérieuses entre haïtiens c’est maintenant. Le temps est contre nous. Le compte à rebours a commencé. Nous n’avons que 150 jours pour nous entendre entre haïtiens sans interférence étrangères, ni de l’ONU, ni de l’OEA, ni de la CARICOM. C’est la meilleure façon de construire ensemble un projet durable pour notre pays.

Le PFSDH/FUSION, sans prétendre avoir la solution miracle, a fait circuler une méthodologie qui pourrait mettre les acteurs politiques et de la société civile en confiance. Il s’agit de solliciter une autorité morale qui n’a pas d’agenda ni d’intérêt politique, qui convoquerait les acteurs clés en vue d’entamer dès à présent des discussions pour une sortie de crise apaisée et efficace. Il est venu le temps de se parler en toute franchise sans animosité, ni rancœur, ni exclusion.

Le Directoire

Port-au-Prince, le 10 septembre 2025